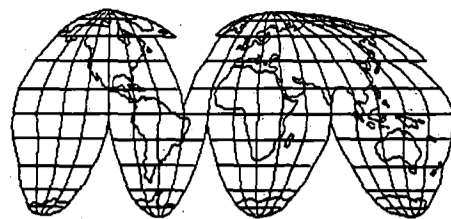


Du 8 au 14 juin 1995



Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international
Direction des communications sur la politique étrangère (BCF)

(available in English)

**AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
COMMUNIQUÉS :**

**Les ministres Ouellet et MacLaren annoncent une stratégie
pour aider les entreprises canadiennes à décrocher une plus
grande part des contrats des institutions financières internationales**

Le 14 juin 1995, n° 110

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, et le ministre du Commerce international, M. Roy MacLaren, ont annoncé aujourd'hui que le gouvernement acceptait le *Rapport final du Groupe de travail interministériel sur le marché des IFI*. Les auteurs du rapport, qui a été rendu public aujourd'hui à l'occasion des consultations annuelles entre l'Association des exportateurs canadiens et l'Agence canadienne de développement international (ACDI), proposent un programme d'action triennal en vue d'aider les entreprises canadiennes à décrocher un plus grand nombre de contrats dans le cadre de projets d'immobilisations financés par des institutions financières internationales (IFI), comme la Banque mondiale et les banques régionales de développement. « Les IFI assurent chaque année plus de 40 milliards de dollars américains en financement de projets sur certains des marchés qui connaissent la plus forte croissance au monde, a souligné M. MacLaren. Nous devons accroître notre part de cette activité, et la mise en oeuvre des recommandations de ce rapport nous y aidera » [...] « Notre objectif premier à la Banque mondiale et dans les banques régionales de développement est de veiller à répondre aux besoins économiques et sociaux des membres emprunteurs tout en favorisant leur développement durable, a noté M. Ouellet. Les considérations de développement continueront d'inspirer l'affectation de l'aide publique au développement, mais l'ACDI cherchera en outre à maximiser les retombées pour le Canada lorsque nos objectifs de développement et nos intérêts commerciaux seront complémentaires. »

**Le Canada exhorte le régime militaire de la Birmanie à libérer
Daw Aung San Suu Kyi**

Le 14 juin 1995, n° 109

Le secrétaire d'État (Asie-Pacifique), M. Raymond Chan, au nom du gouvernement du Canada, a exhorté le gouvernement de la Birmanie à libérer tous les prisonniers politiques, y compris Daw Aung San Suu Kyi, chef de la Ligue nationale pour la démocratie et lauréate du Prix Nobel de la paix. M. Chan a souligné que Daw Aung San Suu Kyi entamera sa septième année d'assignation à résidence le mois prochain. [...] « Le dossier de la Birmanie au chapitre des droits de la personne est l'un des plus lamentables d'Asie. Il est déplorable que le régime militaire continue de défier la volonté du peuple, volonté qui a été exprimée clairement lors des élections nationales, a déclaré M. Chan. Avant que la Birmanie ne puisse normaliser ses relations avec la communauté internationale, elle devra s'engager à entreprendre une véritable réforme politique en libérant les prisonniers politiques et en entamant le processus de réconciliation nationale. »

**Le Canada déplore les retards apportés au rétablissement de la
démocratie au Nigéria**

Le 12 juin 1995, n° 108

Le ministre des Affaires étrangères, M. André Ouellet, a exprimé sa vive inquiétude face aux retards répétés du rétablissement de la démocratie au Nigéria. Le 12 juin marque le deuxième anniversaire de l'annulation des élections présidentielles considérées comme les plus justes et les plus pacifiques de l'histoire de ce pays. Pour souligner ce triste anniversaire, le ministre Ouellet a annoncé que la secrétaire d'État (Amérique latine et Afrique), l'honorable Christine Stewart, rencontrera aujourd'hui M. Wole Soyinka, un chef de file du mouvement démocratique du Nigéria et le seul lauréat du prix Nobel (remporté dans la catégorie Littérature, en 1986) de son pays. « Je suis heureuse de pouvoir rencontrer un défenseur aussi éminent de la démocratie et des droits de la personne, a déclaré M^{me} Stewart. Les Nigériens, qui ont manifesté leur empressement et leur enthousiasme à l'égard du processus démocratique, sont soumis à un régime militaire depuis 12 ans. Je me réjouis à la perspective de discuter avec M. Soyinka de la contribution que le Canada et le Commonwealth peuvent apporter pour assurer que les dirigeants de ce pays prennent des mesures concrètes pour rétablir la démocratie, la primauté du droit et le respect des droits de la personne. »

**La vice-première ministre Copps et le ministre Dupuy font partie de
la délégation de Québec 2002 à Budapest**

Le 9 juin 1995, n° 107

La vice-première ministre et ministre de l'Environnement, M^{me} Sheila Copps, et le ministre du Patrimoine canadien, M. Michel Dupuy, se rendront à Budapest du 12 au 17 juin pour appuyer la candidature de Québec à titre de ville hôte des Jeux olympiques d'hiver de 2002. Le Comité international olympique (CIO) se réunira dans la capitale hongroise et rendra public, le 16 juin, le choix final de la ville hôte. M^{me} Copps et M. Dupuy se